

Angola/Indépendance An XL

Une commémoration à forte tonalité historique

A.N

Libreville/Gabon

Tout en se félicitant du chemin parcouru par son pays depuis son accession à la souveraineté internationale, l'ambassadeur d'Angola au Gabon s'est réjoui de l'excellence des relations entre nos deux pays.

LA communauté angolaise de Libreville a commémoré, mercredi dernier, autour de l'ambassadeur d'Angola au Gabon, Toko Diakenga Serao, le 40e anniversaire de l'accession de leur pays à l'indépendance. Une indépendance acquise de haute lutte le 11 novembre 1975, au terme de plusieurs années de combats acharnés, menés contre le colonisateur portugais, par divers mouvements de libération. Notamment le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), le Front national de libération de l'Angola (FNLA) et l'Union

pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita). En présence du gouverneur de la province de l'Estuaire, Jacques Denis Tsanga, des chefs des missions diplomatiques et des représentants des organisations internationales, le diplomate angolais est revenu sur le chemin parcouru par son pays depuis son accession à la souveraineté internationale. En abordant notamment l'épisode douloureux de la guerre civile qui dura 27 ans, fit plus d'un million de morts et prit fin en 2002 par des accords de cessez-le-feu. Depuis cette date, ce pays d'Afrique centrale connaît une période de croissance vertigineuse assise principalement sur ses exceptionnelles richesses pétrolières. Ce qui en fait le 2e producteur d'or noir du continent. Se félicitant de l'excellence de la coopération bilatérale entre son pays et le Gabon, Toko Diakenga Serao a salué le dynamisme du président de la



Photo : A.N

L'ambassadeur d'Angola au Gabon, Toko Diakenga Serao, lors de son intervention.

République, Ali Bongo Ondimba, architecte de la paix et de la croissance économique dans la sous-région, a-t-il souligné. Tout en rendant un vibrant hommage à son prédécesseur, le président Omar Bongo Ondimba, pour avoir œuvré au rétablissement de la paix dans son pays en initiant, notamment à Franceville, des pourparlers entre le président Eduardo Dos Santos et le chef de l'Unita, Jonas Savimbi.



Photo : A.N

Le diplomate angolais (extrême droite) et les personnalités gabonaises présentes à la cérémonie.



Photo : A.N

Vue partielle de l'assistance.

Liban/Au lendemain d'un attentat meurtrier dans un fief du Hezbollah

Vendredi de deuil

AFP

Beyrouth/Liban

L'attaque perpétrée par le groupe Etat islamique (EI) a fait 44 morts. Elle est l'une des plus meurtrières depuis la fin de la guerre civile.

LE Liban observait hier une journée de deuil au lendemain d'un attentat du groupe Etat islamique (EI) dans un fief du Hezbollah qui a fait 44 morts, l'une des attaques les plus meurtrières depuis la fin de la guerre civile. Le mouvement chiite Hezbollah combat, au côté du régime de Bachar al-Assad, les rebelles et les jihadistes dont le groupe extrémiste sunnite EI en Syrie voisine, déchirée depuis plus de quatre ans par un conflit dévastateur qui a fait plus de 250 000 morts. L'attaque, la plus meur-

trière commise par l'EI au Liban, a été condamnée par les Etats-Unis, la France et l'Onu. Hier, les drapeaux jaunes du Hezbollah et ceux verts du mouvement chiite Amal étaient accrochés sur le lieu de l'attentat tandis que des bulldozers nettoyaient la rue jonchée de gravas et de bris de verre. Les familles se préparaient à enterrer leurs morts et le pays observait une journée de deuil national avec notamment la fermeture des écoles publiques et privées. Selon un nouveau bilan encore provisoire de la Croix-Rouge libanaise, l'attaque a fait 44 morts et 239 blessés dans une rue commerçante bondée du quartier de Bourj al-Barajné, dans la banlieue sud de Beyrouth, un fief du puissant mouvement armé. Plusieurs des blessés sont dans un état critique, selon elle.

L'une des victimes fait figure de héros. Selon la presse, Adel Tarmous a payé de sa vie le fait d'avoir empêché un kamikaze de pénétrer dans une Husseiniyé, lieu de culte chiite. Il doit être enterré près de Marjayoun (sud).

POSITION INCONFORTABLE• Mais l'EI, tout en parlant de deux attaques, a fait état d'un seul kamikaze dans un communiqué. « Des soldats du califat ont réussi à faire exploser une motocyclette piégée contre un rassemblement de "rafida" », terme péjoratif désignant les chiites, puis "un de nos combattants a fait détoner sa ceinture explosive au milieu du groupe". Le procureur qui mène l'enquête a également affirmé qu'il y a eu deux explosions, une charge de 7 kg sur une mobylette et une ceinture avec 2 kg d'explosifs. Il ne fait pas men-



Photo : AFP

Les Libanais portaient hier le deuil des 44 personnes tuées la veille lors d'un attentat perpétré par le groupe Etat islamique (EI)

tion d'un troisième kamikaze, comme annoncé auparavant. Pour Charlie Winter, un expert de l'EI, "cette opération marquée par le sceau confessionnel correspond tant au niveau opérationnel que stratégique à la manière d'agir de ce groupe". Cet attentat intervient aussi au moment où l'EI subit des revers tant en Syrie qu'en

Irak. "Je pense qu'il existe une corrélation entre ce déchainement de violence et le fait que le groupe se trouve dans une position inconfortable", a-t-il ajouté. Il s'agit du premier attentat contre un fief du Hezbollah dans la banlieue sud de Beyrouth depuis juin 2014, lorsqu'un agent de sécurité avait été tué en empêchant une attaque.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Crise.** L'UE évacue familles et personnels

L'Union européenne a décidé d'"évacuer" les familles et des personnels non essentiels de sa délégation au Burundi, secoué depuis six mois par une violente crise politique, et la Belgique a "conseillé" à ses ressortissants de quitter le pays.

• **Niger/Elections.** Hama Amadou prêt au retour

L'opposant nigérien et candidat à la présidentielle 2016 Hama Amadou, exilé depuis un an en France en raison d'accusations de trafic de bébés, a annoncé jeudi soir qu'il allait rentrer samedi au Niger. Les autorités nigériennes ont averti qu'elles l'arrêteraient à son retour.

• **Nigeria/Islamistes.** Quatre membres présumés de Boko Haram tués

Les forces armées nigérianes ont tué quatre personnes soupçonnées d'être des membres de Boko Haram et délivré 61 personnes, principalement des femmes et des enfants, qui étaient retenues par l'organisation islamiste dans l'Etat de Borno dans le nord-est du Nigeria, a annoncé jeudi l'armée.

• **RD Congo/CPI.** Katanga



Photo : AFP

• **peine réduite**

La peine de 12 ans de prison de l'ex-chef de milice congolais Germain Katanga a été réduite à 8 ans et 4 mois, notamment pour sa bonne conduite, a annoncé hier la Cour pénale internationale, précisant que sa libération anticipée aurait donc lieu le 18 janvier.

A travers le monde

• **France/Politique.** Claude Guéant : 2 ans de prison avec sursis

L'ancien bras droit de l'ex-président français Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, a été condamné hier pour complicité de détournement de fonds à deux ans de prison avec sursis, 75 000 euros (49,1 millions de francs) d'amende et cinq ans d'interdiction de toute fonction publique.

• **Israël/Violences.** Un père et son fils tués dans un attentat

Deux Israéliens, un père et son fils, ont été tués par balles hier après-midi apparemment dans une embuscade tendue par un ou plusieurs Palestiniens au sud de Hébron, secteur en proie à un nouvel accès de violence qui a coûté la vie à deux Palestiniens lors de heurts.

RD Congo/Dans la perspective du "dialogue national"

Tshisekedi prêt à rentrer au pays

AFP

Kinshasa/RDCongo

L'OPPOSANT historique en République démocratique du Congo, Étienne Tshisekedi, est prêt à rentrer au pays pour participer au "dialogue national" voulu par le président Joseph Kabila en vue d'"élections apaisées", a annoncé hier à l'AFP son parti, l'UDPS.

Octogénaire, M. Tshisekedi, est en convalescence à Bruxelles depuis août 2014. Il est prêt à participer à de telles assises et "conditionne son retour au pays à la fixation de la date du dialogue", si celui-ci a lieu "sous l'égide de la communauté internationale", a déclaré Bruno Tshibala, porte-parole de l'UDPS. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) avait fait de cette médiation internationale une condition de sa

participation au "dialogue national" dès le début des consultations entamées en juin par le chef de l'État en vue de rassembler un maximum de composantes du monde politique et de la société civile pour une table ronde. En septembre, M. Tshisekedi lui-même avait annoncé la fin des discussions de son parti avec le pouvoir pour fixer les modalités de la participation de l'UDPS, estimant que celles-ci avaient échoué.

M. Kabila a fait part lundi aux diplomates accrédités à Kinshasa de sa volonté de convoquer un "dialogue national" pour discuter du calendrier électoral et de l'organisation et du financement des élections. En dehors de l'UDPS, les autres grandes composantes de l'opposition ont déjà indiqué leur volonté de ne pas participer à une telle rencontre, dans laquelle elles voient une manœuvre dilatoire du président

pour se maintenir en poste au-delà du terme de son mandat, alors que la Constitution lui interdit de se représenter. Selon la Constitution congolaise, la prochaine présidentielle doit être organisée avant la fin novembre 2016. Selon plusieurs élus, M. Kabila a assuré dans un message transmis lundi aux députés qu'il restait "ouvert à une médiation étrangère" pour le "dialogue national" si cela peut permettre sa tenue.